

Histoire de la Chine moderne

M. Pierre-Étienne WILL, professeur

« Ingénieurs, philanthropes et seigneurs de la guerre dans la Chine républicaine (1911-1935) », le titre de la série dont le cours de cette année constituait la troisième livraison en résume la problématique : l'articulation historique entre 1) le militarisme, à bien des égards le phénomène dominant de l'époque, 2) les efforts de modernisation, dont la corporation récente en Chine des ingénieurs est un des fers de lance, et 3) les activités des organisations philanthropiques qui depuis la fin de la dynastie des Qing cherchent à se substituer à un État défaillant dans l'accomplissement de missions relevant traditionnellement de sa compétence. Cette problématique, rappelons-le, s'est élaborée au cours d'une recherche monographique sur l'histoire politique et socio-économique de la région centrale du Shaanxi (la vallée de la Wei, ou encore le Guanzhong) pendant la période considérée. Au centre de cette histoire se trouve le projet de modernisation de l'irrigation dans la zone du Weibei — au nord de la ville de Xi'an — conçu dès 1912 et réalisé dans les années 1930, déjà longuement évoqué dans nos précédents cours.

Le cours de l'année dernière s'était achevé sur une évocation de la grande famine qui ravage le Shaanxi de 1928 à 1930. Nous avons le projet de nous consacrer, à partir de là, aux détails politiques et techniques de l'opération du Weibei depuis la fin 1930, lorsque le projet entre enfin dans sa phase de réalisation, ainsi qu'au nouveau cycle de développement dans la région dont cette opération a été le symbole — et donc au monde des ingénieurs et des philanthropes, chinois ou autres, impliqués dans cette affaire, les seigneurs de la guerre ayant désormais quitté la scène. Faute de temps, c'est à ce qu'on est convenu d'appeler la « philanthropie moderne » en Chine que nous avons entièrement consacré le cours de cette année.

La philanthropie et ses entreprises sont un bon exemple de la façon dont ce qui se passait au Shaanxi — province déshéritée, enclavée, en un mot périphérique — était en partie déterminé par des développements et des stratégies à l'échelle nationale, ou même internationale. La guerre civile, qui ne cesse pour

ainsi dire pas au Shaanxi entre 1911 et 1930, en est un autre exemple. Parlant de philanthropie nous avons évoqué dans nos précédents cours le rôle d'une organisation sino-étrangère à vocation nationale, la China International Famine Relief Commission (CIFRC), basée à Pékin, dans certains projets de développement dans la région du Guanzhong au cours des années 1920. C'est elle qui rendra possible en fin de compte la réalisation du projet d'irrigation du Weibei. Mais comme on le verra la CIFRC n'est qu'un acteur parmi beaucoup d'autres, et sa création même, en 1921, est inséparable de développements proprement chinois que l'on peut faire remonter aux années 1870.

La CIFRC cherche à intervenir au Shaanxi pendant l'été 1930, au plus fort d'une sécheresse qui dure depuis plus de deux ans, en important quelques milliers de tonnes de grains pour les distribuer aux victimes de la famine. L'opération est acrobatique, car la Chine du Nord est alors en état de guerre et l'anarchie la plus totale règne dans la vallée de la Wei. Le rapport très circonstancié que son responsable, l'Américain John Earl Baker, publie l'année suivante dans le Bulletin annuel de la CIFRC fait quelques brèves allusions à des échanges de services avec des organisations charitables locales, mais pour l'essentiel l'impression est celle d'une sorte de *no man's land* où, en dehors de la CIFRC elle-même, pratiquement personne n'essaie d'agir contre la famine.

Or, certaines sources locales auxquelles nous avons eu accès par l'entremise d'un jeune chercheur chinois montrent que pendant la famine de 1928-1930 il y avait à Xi'an toute une pléiade d'activistes et de philanthropes chinois, dont quelques-uns étaient d'ailleurs membres du comité local de la CIFRC même si leurs affiliations principales étaient ailleurs — du côté du bouddhisme, essentiellement. Ces militants locaux étaient presque tous originaires du Shaanxi et leur vocation première était de soulager les souffrances de leurs compatriotes, mais ils n'agissaient pas dans l'isolement : ils étaient partie prenante d'un mouvement fonctionnant à l'échelle du pays, la « philanthropie chinoise moderne » dont nous avons parlé.

Il se trouve que ce mouvement émanant des élites sociales et non de l'État est depuis quelques années l'objet d'un renouveau d'intérêt assez remarquable parmi les historiens chinois. Les travaux qu'ils lui consacrent participent d'une tendance historiographique nouvelle qui prend nettement ses distances avec l'approche presque entièrement négative de la période républicaine qui dominait jusque récemment en Chine populaire (et, souvent, ailleurs) ; ils permettent de se représenter de manière beaucoup plus complète qu'avant la texture de la société chinoise pendant les décennies à la fois compliquées et agitées de la fin des Qing et du début de la République. Il n'est pas exagéré de parler d'une réhabilitation des quarante années séparant la révolution de 1911 et la fondation de la République populaire, dans lesquelles on ne voulait voir que les méfaits du capitalisme, de l'impérialisme et d'un régime corrompu et réactionnaire, et où le seul aspect positif était la saga révolutionnaire. C'est pour une bonne part en nous appuyant sur cette nouvelle historiographie que nous avons consacré plu-

seurs cours à un panorama de la philanthropie moderne en Chine, avant de revenir sur le terrain du Shaanxi.

Cette littérature récente, qui fait un large usage du terme *minjian* 民間 (« civil », par opposition à « étatique »), voire *feizhengfu* 非政府 (qui calque l'anglais *non-governmental*), déborde le monde académique, comme l'attestent les innombrables sites Internet où les héritiers lointains des philanthropes de l'époque pré-communiste célèbrent les œuvres de leurs prédécesseurs. Il est en tout cas remarquable que ces organisations indépendantes de l'État-parti (Guomindang ou communiste) soient désormais perçues comme un facteur de progrès social. Mais la philanthropie à laquelle nous nous intéressons n'était pas nécessairement coupée du monde politique : on voit souvent des politiciens en vue participer à ses instances dirigeantes et les faire bénéficier de leur prestige et de leurs connexions, et de son côté le gouvernement requérait constamment sa collaboration, ou même se reposait entièrement sur elle. Enfin — détail que les travaux contemporains méconnaissent souvent —, la dimension religieuse y tenait presque toujours une très grande place.

Les préoccupations religieuses sont inséparables des origines de la philanthropie moderne en Chine, qu'on peut dater de la grande famine de l'ère Guangxu en Chine du Nord, en 1876-1879 ; et s'il en est ainsi c'est d'abord en réponse au défi des missions chrétiennes, au modèle d'engagement désintéressé qu'elles opposaient aux modes de charité traditionnels : nous en avons souligné l'an passé l'impact sur le renouveau du bouddhisme laïc en Chine. Mais cette philanthropie moderne se définit d'abord comme un mouvement de solidarité à l'échelle du pays, par contraste avec l'environnement purement local dans lequel opéraient les formes traditionnelles de charité : elle a beaucoup contribué à l'émergence de l'idée de nation en Chine. Son centre de gravité se situait dans les régions prospères du bas Yangzi, et d'abord à Shanghai, où se concentrait la nouvelle richesse accumulée dans le commerce avec l'étranger, mais le théâtre de ses entreprises les plus considérables était la Chine du Nord, lointaine et différente, touchée par une série de sécheresses catastrophiques à partir des années 1870 et jusqu'en 1930. Certains grands marchands de Shanghai — beaucoup étaient originaires du Zhejiang et en conservaient une forte identité — sont devenus à la fin du XIX^e siècle de véritables professionnels de la charité publique, concevant leur action à l'échelle de la nation et maîtrisant tous les aspects financiers et organisationnels des opérations parfois très complexes dans lesquelles ils s'engageaient. De plus ils collaboraient étroitement entre eux, se répartissaient les tâches et fonctionnaient en réseau. Sans prétendre se substituer à l'État impérial, avec lequel il gardent des relations étroites, les chefs de file de la philanthropie assument désormais l'essentiel d'une responsabilité qui lui incombait traditionnellement et fondait sa légitimité : secourir les victimes des calamités naturelles et de la famine, prévenir le chaos social et la ruine de l'économie. Ces traits sont encore plus accusés après la fondation de la République et jusqu'à la consolidation de l'État nationaliste dans les années 1930.

C'est aussi dans les années 1870 que le terme *yizhen* 義賑 (« secours charitable ») fait son apparition, alors qu'auparavant les secours (*zhen*) étaient toujours officiels, même si l'aide des notables et des riches était régulièrement sollicitée. Les nouveaux philanthropes qui pratiquent le *yizhen* sont désormais constitués en organisations permanentes, ayant vocation à intervenir partout où c'est nécessaire, et se chargent de fonctions qui avant cela n'étaient que rarement déléguées par l'État, et dans un cadre strictement local, telles l'enquête sur les besoins des victimes (on hésite malgré tout à parler de leurs « droits » au sens moderne) et la distribution des secours.

Cette nouvelle philanthropie est pour une large part d'inspiration bouddhiste. Les organisations ouvertement religieuses incluent souvent dans leur raison sociale le mot « charité » (*cishan* 慈善), qu'il faut, là encore, entendre dans un sens nouveau, influencé sans doute par le désintéressement et le sens du sacrifice affichés par la « concurrence » chrétienne, laquelle n'est pas loin d'avoir indirectement suscité une véritable conversion dans les milieux charitables bouddhiques : désormais le ressort principal des bonnes œuvres est la compassion, le sentiment de responsabilité sociale, parfois le prosélytisme, ce n'est plus comme avant l'attente d'une rétribution tarifée, matérialisée par la réussite sociale, la prospérité et le succès académique de la lignée.

Le personnage clé de ce nouveau bouddhisme qui s'affirme à la fin du XIX^e siècle et dont l'impact sur l'histoire intellectuelle, sociale et même politique de la Chine moderne est presque toujours sous-estimé, c'est le bouddhiste laïc (*jushi* 居士). Un *jushi* se définit non seulement par son adhésion à l'une ou l'autre des doctrines alors en vogue, mais aussi par l'observation des préceptes de base régissant la vie du clergé, la pratique assidue des exercices de dévotion, la possession d'un « nom de religion » (*faming* 法名), et il combine cette extrême piété avec un engagement actif dans la société en se consacrant à la philanthropie sous toutes ses formes.

Une bonne partie des *leaders* de la philanthropie moderne en Chine sont des *jushi*, mais les sources permettent rarement d'apercevoir concrètement comment ils combinent leur engagement religieux, souvent passé sous silence par les historiens modernes ou considéré comme accessoire, et leurs activités philanthropiques — sans parler, pour beaucoup d'entre eux, de leurs activités d'hommes d'affaires et pour certains d'entre eux de leur carrière politique. On en a un exemple typique avec Wang Yiting 王一亭 (1867-1938), ancien comprador devenu militant révolutionnaire à la fin des Qing, converti aux bonnes œuvres en 1913 et ayant reçu le nom religieux de Jueqi 覺器. Dans les années 1920 et 1930 Wang Yiting se trouvait à la tête d'une vingtaine d'associations charitables à Shanghai, sans compter plusieurs organismes purement religieux, et était reconnu comme chef de file de la philanthropie dans la ville. L'une de ses principales organisations, l'« Association chinoise pour sauver les vies » (Zhongguo jishenghui 中國濟生會, ou simplement Jishenghui), fondée en 1916 ou 1917, s'est consacrée à de multiples activités charitables dans tout le pays pendant une

vingtaine d'années au moins : nous la retrouverons au Shaanxi au moment de la famine de 1928-1930. Or, l'inspiration bouddhiste de la Jishenghui, qui va de soi, est passée sous silence dans la plupart des travaux récents sur la philanthropie.

Cela étant, si l'articulation de la philanthropie et du prosélytisme bouddhiste est claire dans beaucoup de cas, dans d'autres elle l'est moins. Nombre d'associations sous la République — la liste en est infinie — n'affichaient pas d'orientation religieuse dans leur nom ou dans leurs statuts, même si beaucoup de leurs dirigeants étaient de fervents bouddhistes. Ces personnages se retrouvaient fréquemment d'un comité à l'autre (Wang Yiting en est un exemple éminent), ce qui ne pouvait que faciliter la coopération chaque fois que le pays était confronté à une crise majeure. Certaines organisations connues avaient d'ailleurs pour vocation de fédérer la multiplicité d'associations charitables siégeant, d'abord et avant tout, à Shanghai, mais également ailleurs, de les conseiller et de coordonner leurs efforts. L'une des plus actives semble avoir été la Fédération des organismes charitables de Chine (Zhonghua cishantuan lianhehui 中華慈善團聯合會), fondée à Shanghai en 1919 à l'initiative de plusieurs associations locales, dont la Jishenghui. Son président, Xiong Xiling 熊希齡 (1870-1937), était extrêmement connu dans le milieu, bien qu'il fût à l'origine un politicien et un financier originaire du Hunan ayant fait carrière à Pékin, et non un marchand du Zhejiang installé à Shanghai ; lui aussi était un fervent bouddhiste, de même que ses deux vice-présidents, dont l'un n'était autre que Wang Yiting. De façon intéressante, la Zhonghua cishantuan lianhehui affichait l'ambition de venir en aide aux populations en détresse non seulement en Chine mais dans tous les pays : son objet social, défini au début de ses statuts, était d'« accomplir partout dans le monde les devoirs imposés par l'amour universel » (*shixing shijie boai yiwu* 實行世界博愛義務).

Pourtant, même une organisation aussi ambitieuse et bien connectée ne pouvait tout couvrir en Chine, à une époque où la demande en aides et secours de toutes sortes était sans fin. Les chefs de la philanthropie chinoise, bouddhistes ou non, n'étaient pas seuls à agir : Shanghai en particulier — mais d'autres villes aussi, à commencer par Pékin, où le gouvernement de la République a continué de résider jusqu'en 1928 — abritait une importante colonie d'hommes d'affaires, de diplomates et de missionnaires étrangers qui disposaient de moyens importants et dont certains étaient eux aussi des militants de la philanthropie (ou à proprement parler de la charité dans le cas des missionnaires), avec un accès direct aux organismes européens ou américains susceptibles de mobiliser la charité internationale.

Il n'est pas rare de voir ces personnalités étrangères coordonner leurs efforts avec les philanthropes locaux pour intervenir lorsqu'un désastre naturel grave se produit dans une ou plusieurs régions. Cette coopération sino-étrangère s'institutionnalisait au sein d'une multiplicité d'organisations au niveau provincial ou national, certaines *ad hoc*, d'autres ayant vocation à rester permanentes. La première en date semble avoir été la branche shanghaienne de la Croix-Rouge internatio-

nale, fondée en 1904, sur laquelle nous reviendrons. Plusieurs organismes locaux ou provinciaux de lutte contre la famine, dont la raison sociale inclut presque toujours l'expression *Huayang yizhenhui* 華洋義賑會 (Association sino-étrangère de secours philanthropique), sont mentionnés dès 1910, dont les comités directeurs sont composés de marchands chinois (souvent des bouddhistes laïcs) et d'hommes d'affaires ou de missionnaires étrangers. La grande famine de 1920-1921 en Chine du Nord, pendant laquelle le public américain répondit massivement aux appels à l'aide canalisés depuis Shanghai ou Pékin, voit une véritable floraison de *Huayang yizhenhui* dans les provinces. L'une des plus notoires et des plus durables est la *Shanghai huayang yizhenhui*, fondée en 1920. Et l'on retrouve bien sûr les mêmes mots dans le nom chinois de la CIFRC (*Zhongguo Huayang jiucai yizhen zonghui* 中國華洋救災義賑總會), qui est une « Association générale » (*zonghui*) fédérant les efforts d'une partie des associations provinciales existantes — celles basées en Chine du Nord en particulier —, ou plus exactement se substituant désormais à elles au sein d'une organisation permanente et fortement centralisée. (La *Shanghai huayang yizhenhui* en fera partie un temps avant de s'en détacher et d'entretenir une certaine rivalité avec elle, n'excluant pas les coopérations occasionnelles.)

Peut-on dire que la philanthropie à la fin des Qing et sous la République a été capable historiquement de se substituer à un État qui n'arrivait plus à assumer l'une de ses responsabilités fondamentales, voire de faire mieux que lui ? Il est probable que pendant ses phases d'efficacité maximale l'État impérial disposait d'outils organisationnels et réglementaires, d'une capacité de mobilisation des moyens humains disponibles dans l'administration et dans la société et d'une force de frappe économique très supérieurs à ce qu'ont jamais pu aligner les organisations philanthropiques. Mais une telle situation était l'exception : la grande époque de l'« administration de la famine » concerne avant tout le siècle s'étendant de 1720 à 1820 environ. Et dans tous les cas, même pendant cette période les campagnes de secours en faveur des victimes de la famine n'étaient jamais à l'abri des problèmes inhérents à toute bureaucratie : centralisation des décisions, lourdeur des procédures, lenteur des communications, dilution des responsabilités, voire indifférence et corruption.

Or, c'est sur de tels points — s'ajoutant au fait que l'État était devenu incapable d'affecter des moyens significatifs à ce genre d'entreprise — que pratiquement dès ses débuts dans les années 1870 la philanthropie moderne a cherché à se distinguer de l'administration. Par exemple, la publicité et la transparence des comptes étaient d'autant plus importantes que les organismes philanthropiques se devaient d'être irréprochables dans l'usage qu'ils faisaient des donations qui leur avaient été confiées. La liste des donations (et des donateurs) était presque toujours publiée, de même que le détail des dépenses et le nom des collaborateurs responsables de l'utilisation des fonds ; et en fin de parcours ces données étaient récapitulées dans une publication intitulée « Rapport garantissant la véracité [des comptes] », ou *Zhengxinlu* 徵信錄. Au reste, cette exigence de transparence

comptable n'était pas entièrement une innovation de la philanthropie moderne répondant à l'exemple des missions chrétiennes, comme on l'affirme parfois, puisque l'on a retrouvé de nombreux *zhengxinlu* imprimés par les institutions charitables traditionnelles dès la première moitié des Qing.

Les organismes relevant de la « philanthropie moderne » se prévalent également de leur rapidité de réaction, puisque contrairement aux entreprises du gouvernement leurs actions sont décentralisées et qu'elles ne sont pas sujettes aux contrôles en cascade et aux lenteurs de la hiérarchie administrative. Tout en restant en contact avec le quartier général (situé le plus souvent à Shanghai) qui coordonnait leur action, comptabilisait les fonds et s'occupait de la propagande, les équipes envoyées sur le terrain disposaient d'une assez grande liberté de manœuvre et pouvaient se permettre d'ignorer plus ou moins les représentants locaux de l'État. En outre le développement des moyens de communication modernes — télégraphe, chemin de fer, navigation à vapeur —, dont les grands marchands qui se consacraient à la philanthropie étaient familiers et auxquels ils avaient un accès privilégié grâce à leurs relations étroites avec les hauts fonctionnaires qui supervisaient la modernisation des infrastructures chinoises, était éminemment favorable à la rapidité des opérations et au fonctionnement en réseau. Ce n'est pas pour rien que les responsables des organismes de coordination philanthropique installaient volontiers leurs bureaux dans les immeubles des compagnies télégraphiques de Shanghai, d'où ils pouvaient contrôler la réception et la distribution des fonds et faire circuler l'information.

Mais le moyen de communication moderne dont les promoteurs de la philanthropie dans les grands centres urbains ont su tirer le meilleur parti est la presse. Dès la famine de l'époque Guangxu le doyen des journaux de Shanghai en langue chinoise, le *Shenbao* 申報 (fondé en 1872), s'était constitué à la fois en tribune, en centrale d'information et quasiment en journal officiel des entreprises philanthropiques, tout en lançant ses propres campagnes de collecte de fonds, et c'est un rôle qu'il a conservé jusque pendant la période républicaine. Beaucoup d'autres journaux publiés dans les concessions étrangères des grandes villes chinoises et même à Pékin ont de la même façon servi de centrale de propagande et d'information aux associations philanthropiques, et ce dès la fin du XIX^e siècle. Mais en dehors de la presse moderne il existait bien d'autres canaux — à commencer par les publications gouvernementales, à l'époque républicaine surtout — par lesquels le public chinois avait accès à une quantité d'informations détaillées, sinon toujours parfaitement fiables, sur les calamités naturelles qui s'abattaient sur le pays et sur les efforts pour les combattre.

L'abondance et l'indépendance de l'information venaient en partie de ce que pendant les dernières décennies de l'empire et sous la République la Chine était un pays ouvert — fût-ce, dans le premier cas, à son corps défendant —, où les étrangers circulaient à peu près librement et où le public pouvait d'autant moins être tenu dans l'ignorance de pareils événements que nombre de journaux influents étaient publiés à l'abri des concessions étrangères : que l'on songe, par

contraste, à l'épouvantable famine du Grand bond en avant à la fin des années 1950, qui s'est déroulée pour ainsi dire dans l'ignorance du monde extérieur et dont en Chine même la propagande gouvernementale avait réussi à cacher la terrible réalité. On peut en fait parler d'une « internationalisation de la famine » dans la Chine moderne précommuniste, avec comme conséquence l'impossibilité d'entretenir une culture du secret comme celle qui a prévalu après 1949 concernant ce type d'événement, et dont le régime actuel est encore loin de s'être défait.

Le phénomène remonte à la famine de 1876-1879 en Chine du Nord. Nous l'avions déjà souligné l'an passé, celle-ci a été la première en Chine à avoir une visibilité internationale, et pour plusieurs raisons : d'abord, la propagande intense des missionnaires protestants de la *China Inland Mission* engagés sur le terrain et s'efforçant de lever des fonds en Europe et en Amérique, également le fait qu'il y avait désormais en Chine un corps diplomatique chargé de collecter l'information, enfin l'existence récente d'une presse en langue anglaise dans les ports ouverts, dont le contenu passait dans la presse en Occident. Parallèlement aux philanthropes chinois dont nous avons parlé, et semble-t-il avec un puissant effet d'entraînement, au point qu'une sorte de culture commune s'instaure au niveau des méthodes d'intervention et de propagande, les étrangers de Shanghai mettent en place un « China Famine Relief Fund » et ouvrent un bureau à Londres. La famine de Guangxu est donc devenue une affaire internationale. En même temps — nous y avons également fait allusion —, le débat sur les causes réelles de la famine et la critique des méthodes traditionnelles d'intervention ont eu un impact décisif dans les milieux de la philanthropie chinoise en y imposant progressivement le discours occidental sur l'arriération de la société chinoise et sur la nécessité de moderniser non seulement les infrastructures, mais aussi les comportements et les mentalités.

Ce n'est malgré tout qu'à partir de l'extrême fin du XIX^e siècle que le thème de la transformation des individus par la création d'institutions d'enseignement moderne inspirées de l'Occident s'impose sérieusement chez les chefs de la philanthropie chinoise comme mode positif, prioritaire même, d'intervention, par opposition à la simple charité. La défaite catastrophique face au Japon en 1895 et la faillite concomitante du mouvement technocratique et élitiste des « affaires occidentales », qui avait voulu protéger la Chine en édifiant une sorte de complexe militaro-industriel patronné et financé par l'État, ont certainement joué un rôle décisif, bien au-delà des cercles qui nous concernent ici. L'éducation moderne de masse, ouverte sur les savoirs et les méthodes de l'étranger et avec une forte orientation technique et professionnelle, est désormais à l'ordre du jour, et elle le sera plus encore pendant la décennie réformatrice des « nouvelles politiques » (*xinzheng* 新政, 1902-1911), sans parler de l'époque républicaine. Sans qu'on puisse dire que la philanthropie a été l'aile marchante du mouvement, ses responsables n'en étaient pas moins directement confrontés au modèle offert par les établissements d'enseignement modernes créés par leurs *alter ego* occidentaux, notamment les missions protestantes anglo-saxonnes : on retrouve la

plupart d'entre eux — Jing Yuanshan 經元善 (1840-1903), Wang Yiting, Shi Zijing 施則敬, l'un des fondateurs de la Croix-Rouge chinoise, plus tard Xiong Xiling, d'autres encore — parmi les promoteurs d'écoles charitables ou d'orphelinats ayant vocation à former des hommes et des femmes indépendants, productifs et socialement responsables. (Nous nous sommes appuyé sur ce point sur l'ouvrage récent de Zhou Qiuguang 周秋光 et Zeng Guilin 曾桂林, *Zhongguo cishan jianshi* 中國慈善簡史, Pékin 2006, qui là encore omet de mentionner l'orientation bouddhiste de la majorité de ces personnages.)

Pour en revenir aux secours apportés aux victimes des désastres, il se trouve que l'historiographie chinoise a toujours traité en parallèle, voire regroupé sous la même catégorie des « événements anormaux », les désastres naturels (*tianzai* 天災) et les calamités d'origine humaine (*renhuo* 人禍), lesquelles se résument essentiellement aux « événements militaires » (*bingshi* 兵事) : invasions, rébellions, banditisme, etc. Or, on retrouve constamment cette distinction dans les discussions qui se déroulaient en Chine (ou à propos de la Chine) à l'époque qui nous occupe, pendant la décennie dominée par les seigneurs de la guerre surtout, chaque fois qu'il s'agissait d'analyser les origines de la famine et de décider de la légitimité du recours à la charité internationale : nous en avons eu l'exemple à propos de la grande famine de 1928-1930 dans le Nord-Ouest, lorsque la Croix-Rouge américaine avait décidé qu'il n'y avait pas lieu d'intervenir puisque les causes naturelles ne jouaient d'après elle qu'un rôle secondaire, par opposition aux causes humaines, non seulement militaires mais aussi politiques et administratives.

En réalité les missions que s'assigne la Croix-Rouge, mouvement philanthropique s'il en est, sont multiformes. Porter assistance aux « victimes de la guerre et de la violence armée », combattantes ou non, et sans distinction d'appartenance, reste l'objet principal de la Croix-Rouge internationale depuis sa fondation par un groupe de philanthropes genevois en 1863, ainsi que des organisations nationales qui se réclament d'elle, et de ce point de vue la Croix-Rouge américaine aurait eu des raisons d'intervenir en 1929 ; mais en temps de paix les associations appartenant à la Croix-Rouge sont également susceptibles de venir en aide aux victimes des calamités naturelles, et pas uniquement sous forme d'assistance médicale, suivant les mêmes principes que les associations philanthropiques dont il a été question précédemment — ce qu'avait d'ailleurs fait, et très efficacement, la même Croix-Rouge américaine pendant la famine de 1920.

La Croix-Rouge chinoise est beaucoup intervenue pendant les famines de l'époque républicaine. Nous avons évoqué avec quelque détail son histoire, qui a fait l'objet de plusieurs travaux chinois récents et qui est inséparable de celle de la philanthropie moderne en Chine. Sa naissance officielle date de 1904, à Shanghai comme il se doit, et en association avec des diplomates et des hommes d'affaires européens et américains, mais ses origines sont plus anciennes. Le concept comme l'appellation de la Croix-Rouge avaient été mis en œuvre dès

1894, au moment de la guerre sino-japonaise, par des philanthropes chinois de Shanghai répondant à l'appel de missionnaires anglais ; les Chinois présents sur le champ de bataille, dans le sud de la Mandchourie, avaient en outre été impressionnés par l'efficacité et l'impartialité de la Croix-Rouge japonaise, déjà très développée.

On cite également, en exagérant souvent l'influence, une traduction du manuel de premiers secours de la Croix-Rouge britannique publiée en 1897 par Sun Yat-sen. Celui-ci avait découvert la Croix-Rouge pendant son séjour à Londres l'année précédente par l'intermédiaire de son protecteur et ancien professeur de médecine, le Dr Cantlie, auteur dudit manuel, et il n'hésite pas à assimiler dans sa préface les principes fondateurs de la Croix-Rouge internationale à l'idéal de compassion formulé par Mencius, l'ancêtre du confucianisme officiel en Chine. Plus importants sont les articles qui paraissent sur la Croix-Rouge dans la presse chinoise de Shanghai à la fin des années 1890, ainsi que les tentatives pour pousser le gouvernement des Qing à faire adhérer la Chine au mouvement dans l'espoir de l'intégrer à l'ordre international et faire en sorte que les étrangers cessent de « considérer la Chine comme une nation de sauvages » (*bi zhi wei yeman* 鄙之為野蠻) : l'indifférence des autorités aux souffrances des soldats et des victimes civiles avait beaucoup choqué pendant le conflit sino-japonais. De fait le Zongli yamen (le ministère des Affaires étrangères de l'époque) semble avoir été enclin à signer la Convention de Genève de 1864, mais la crise des Boxeurs en 1900, qui met momentanément la Chine au ban des « nations civilisées », compromet tous ces efforts. En revanche plusieurs organismes philanthropiques de Shanghai, et cette fois de leur propre initiative, envoient en Chine du Nord des missions qui interviennent au lendemain de la prise de Pékin par les alliés et jusqu'en mars 1901, alors que la région est encore plongée dans le chaos, en s'appropriant les méthodes et les symboles de la Croix-Rouge.

L'adhésion formelle à la Croix-Rouge internationale doit attendre jusqu'en 1904. Elle est motivée par la guerre russo-japonaise, dont la phase terrestre se déroule en Mandchourie et fait de nombreuses victimes civiles chinoises. L'initiative vient une nouvelle fois d'une association shanghaienne *ad hoc* regroupant des philanthropes chinois et étrangers, l'« Association de la Croix-Rouge internationale de Shanghai » (Shanghai wanguo hongshizi hui 上海萬國紅十字會), créée au mois de mars et soutenue par le gouvernement dans des conditions qui ne sont d'ailleurs pas claires : d'après certains auteurs, le gouvernement des Qing (neutre dans le conflit) aurait discrètement sous-traité la création d'une section chinoise de la Croix-Rouge aux philanthropes de Shanghai en association avec les étrangers de la place, dont on attendait qu'ils interviennent auprès de leurs propres gouvernements ; pour d'autres au contraire, lorsque le gouvernement a décidé d'agir l'affaire avait déjà été conclue à Shanghai, et il aurait cherché après coup à en recueillir le mérite.

Il est en tout cas clair que la nouvelle organisation ne pouvait se passer de la sanction et de l'appui du gouvernement, car pour jouir pleinement de son statut

d'organisation neutre et indépendante, accéder aux terrains où elle voulait intervenir et arborer les insignes qui protégeaient son personnel, la Croix-Rouge chinoise devait être reconnue par les puissances belligérantes et homologuée par Genève, ce qui passait nécessairement par des démarches diplomatiques : et en effet l'ambassadeur chinois à Londres a dûment signé la convention de la Croix-Rouge internationale à Genève le 25 avril 1904.

Mais les administrateurs de la Croix-Rouge à Shanghai tenaient à leur autonomie. Suivant les termes d'un de leurs principaux dirigeants, Shen Dunhe 沈敦和 (1845-1920), il s'agissait d'une organisation *civile*, « financée et gérée par le peuple » (*minjuan minban* 民捐民辦) à l'instar de toutes les entreprises de la philanthropie chinoise moderne. Les initiateurs de la « Croix-Rouge internationale de Shanghai » ont assez mal vécu la mainmise de la dynastie des Qing sur la « Croix-Rouge chinoise » qui lui a succédé en 1907 et a formellement commencé à fonctionner, avec des statuts définitifs, au début de 1910 après avoir été rebaptisée « Croix-Rouge de l'empire des grands Qing » (Da Qing diguo hongshizi hui 大清帝國紅十字會) ; il était même question de la rattacher à l'armée de terre, ce qui eût été en violation complète du principe de neutralité constitutif de la notion même de Croix-Rouge. Mais cette récupération a été de courte durée, car dès les premiers combats de la Révolution de 1911 Shen Dunhe prend l'initiative de redonner à la Croix-Rouge impériale sa forme shanghaienne originelle, autonome et non bureaucratique, en mettant à sa tête un « Comité international des gestionnaires de la Croix-Rouge chinoise » (Zhongguo Hongshizi hui wanguo dongshi hui 中國紅十字會萬國董事會) où le poids relatif des Chinois est d'ailleurs nettement plus important qu'en 1904. Ce comité semble avoir d'emblée fait preuve d'un grand dynamisme, lançant de nombreuses opérations, créant au moins une cinquantaine de branches dans les provinces du Sud de la Chine et lançant une campagne de recrutement d'adhérents. Cette nouvelle Croix-Rouge chinoise est formellement admise au sein de la Croix-Rouge internationale de Genève dès janvier 1912. Mais une fois la situation politique en Chine stabilisée, au moins en apparence, le comité international décide de se dissoudre après neuf mois d'activité, car ses responsables non chinois considèrent désormais leur mission accomplie. La voie est ouverte pour une sinisation définitive de la Croix-Rouge en Chine, et les nouvelles structures qui se mettent très vite en place vont faire de celle-ci un organisme philanthropique de dimension nationale et l'un des principaux acteurs non-gouvernementaux engagés dans la lutte contre les désastres de toute espèce qui affligent la population chinoise pendant la période républicaine.

L'on ne peut donner ici le détail de l'organisation qui s'élabore au moment de l'assemblée constitutive convoquée à Shanghai en septembre 1912. Remarquons toutefois que, ne serait-ce que pour protéger leur indépendance, les dirigeants-fondateurs de la Croix-Rouge chinoise s'appliquent à maintenir des relations cordiales avec le pouvoir politique. Le président de la République de Chine, Yuan Shikai, est nommé président d'honneur et accepte de sanctionner par un

édit la nomination du président et du vice-président de la Croix-Rouge choisis par leurs pairs ; le premier, Lü Haihuan 吕海寰, qui avait été le dernier ministre des Affaires étrangères des Qing, était familier des milieux bureaucratiques pékinois, alors que le second, Shen Dunhe, était au contraire l'archétype du philanthrope shanghaien. La présidence et le siège social de la Croix-Rouge, chargés des relations internationales et des contacts avec le gouvernement, sont installés à Pékin, alors que sa direction administrative, placée sous la houlette de Shen Dunhe, et à qui sont laissées toutes les décisions importantes concernant les activités de l'association, reste à Shanghai. (La présidence sera transférée à Shanghai après l'installation du gouvernement nationaliste à Nankin.) On note aussi une sérieuse reprise en mains des filiales dispersées dans les provinces, qui jusqu'alors jouissaient d'une quasi indépendance tout en continuant d'être financées par Shanghai. Au total, le nouvel organisme apparaît fortement centralisé, avec un corps de réglementation et des procédures conformes aux normes internationales, et tout en se plaçant sous la protection du nouveau pouvoir politique il a réussi à rester implanté dans son terroir naturel, à Shanghai.

À partir de là la Croix-Rouge chinoise va intervenir dans tous les conflits civils qui émaillent l'histoire de la République de Chine, dès la « seconde révolution » en 1913 et jusqu'en 1930 et au-delà. Mais ses activités de secours médical et d'assistance alimentaire, qu'elle confie le plus souvent à ses multiples filiales tout en les supervisant et en les finançant, sont loin de se limiter aux circonstances de guerre. Il y a d'abord ses interventions routinières dans la vie quotidienne : la gestion de ses hôpitaux, la formation médicale de ses militants, les campagnes de formation au secourisme ou à l'hygiène publique, au moins dans quelques grandes villes, les interventions dans les catastrophes urbaines (incendies, effondrements d'immeubles...), et jusqu'à l'attaque fameuse de l'express Pékin-Shanghai par des bandits en 1923 et au kidnapping de ses passagers, quelque part en rase campagne au Shandong, qui fut en son temps un grand scandale parce que les étrangers ne se sentaient plus protégés en Chine. Cet épisode met d'ailleurs en scène la rivalité entre la Croix-Rouge chinoise et le « China Central Committee » de la Croix-Rouge américaine, établi en Chine depuis 1918 : les Américains sont arrivés les premiers sur les lieux mais se préoccupent seulement de secourir les kidnappés occidentaux. Là, comme dans d'autres circonstances, les responsables de la Croix-Rouge américaine en Chine paraissent avoir considéré leurs collègues chinois avec le plus grand dédain et leur avoir dénié toute légitimité ; en retour, leur indifférence au sort des passagers chinois capturés par les bandits suscite les réactions indignées de la presse chinoise.

La Croix-Rouge chinoise intervient aussi à l'occasion des catastrophes naturelles et des famines en s'associant avec les organisations philanthropiques plus spécialisées dans les opérations de secours. Ainsi, au moment de la grande sécheresse qui commence à l'automne 1920 en Chine du Nord, elle semble avoir joué un rôle central dans la mise en place d'une « Association générale pour combattre les désastres en Chine du Nord » (Zhongguo beifang jiu'ai zonghui

中國北方救災總會) regroupant quatorze associations, qui invitera peu après les associations philanthropiques étrangères à la rejoindre au sein du « Peking United International Famine Relief Committee ». L'Association de Chine du Nord a son siège dans les locaux de la Croix-Rouge à Pékin, et celle-ci semble avoir joué un rôle important de mobilisation et de gestion, même si ses interventions sur le terrain se limitent à la mise en place de quelques dispensaires dans la province du Zhili.

Nous avons déjà évoqué le nombre et la variété inattendus — inattendus au regard de ce qu'on trouve dans les sources conventionnelles chinoises et occidentales — des associations charitables présentes à Xi'an pendant la terrible famine de 1928-1930 et s'efforçant dans des conditions incroyablement difficiles d'alléger les souffrances des populations locales. Le mouvement semble avoir sérieusement débuté au printemps 1929. Pour la première fois depuis longtemps le pouvoir central manifeste sa volonté de redevenir un acteur important dans l'intervention contre la famine : les autorités de Nankin mettent en place une « Commission du gouvernement nationaliste pour les secours » (Guomin zhengfu zhenzai weiyuanhui 國民政府賑災委員會) chargée de coordonner les actions dans tout le pays, et en 1930 est promulguée une loi prévoyant un fonds de réserve pour les secours. Concrètement les effets ont été extrêmement limités (dès la fin 1929 Nankin est en guerre avec la coalition de seigneurs de la guerre qui occupe le Nord), mais il semble y avoir eu un réel effet d'entraînement sur l'activité des organisations philanthropiques. Toute une série d'associations et de commissions entrent en action pour tenter d'intervenir contre la famine en Chine du Nord : outre la nouvelle commission gouvernementale, qui a pris sous son aile deux grandes commissions interrégionales, on cite, parmi d'autres, la CIFRC, une « Commission shanghaienne des secours au Shaanxi », une autre semblable pour le Shanxi, basée à Pékin, une autre encore qui s'occupe du Hebei et du Shandong, une « Association pour les secours en Chine du Nord » (Huabei zaizhenhui 華北災賑會), probablement fédérative, ainsi que la Zhongguo jishenghui, l'association d'inspiration bouddhique fondée à Shanghai par Wang Yiting.

On y rencontre également, pour y revenir, la Croix-Rouge chinoise. Dans un premier temps elle se contente de dispenser un petit secours d'urgence et de lancer une série d'appels à contributions publiés dans le *Shenbao* ; mais dès mai 1929 elle passe à la vitesse supérieure sous l'impulsion de son nouveau président, le diplomate Yan Huiqing 顏惠慶 (W.W. Yen, 1877-1950), et de façon remarquable elle se lance alors dans une opération de style purement bouddhique. Un « Bureau de gestion des secours » (*chouzhen chu* 籌賑處) est mis en place avec son propre comité, et la méthode adoptée pour lever des fonds consiste à « accumuler des grains de sable pour édifier une pagode » (*jusha chengta* 聚沙成塔), ou encore « contribuer pour la pagode et acquérir des mérites en sauvant des vies » (*jiuming gongde baota juan* 救命功德寶塔捐). En d'autres termes on réactive la vieille notion de « mérites » (et par extension, de rétribution) pour encourager les gens à contribuer même de très petites sommes, dont l'accumula-

tion finit par remplir symboliquement, étage après étage, l'image d'une pagode. Les « contributions pour la pagode » sont attestées depuis au moins le XVII^e siècle, et dans le cas présent la campagne conduite dans les rues de Shanghai semble avoir eu un très bon rendement puisqu'elle avait rapporté la somme considérable de 250 000 dollars au moment où le Bureau de gestion des secours a été dissous en février 1930, à la suite d'une crise interne au sein de la direction de la Croix-Rouge chinoise. Mais avant cela les ressources ainsi mobilisées ont permis à la Croix-Rouge de s'engager dans plusieurs actions sur le terrain et de s'attaquer plus spécialement au problème des réfugiés et au trafic des enfants vendus à des marchands d'esclaves par les familles victimes de la famine. Six centres d'accueil pour « éduquer et nourrir » (*jiaoyang*) les enfants sont établis à Pékin, Kaifeng et Xi'an avec l'appui de plusieurs philanthropes en vue ; un peu plus tard un autre centre est ouvert à Shanghai, avec une capacité d'accueil de 500 enfants qu'on entreprend d'amener depuis les régions sinistrées de Chine du Nord, à quoi s'ajoutent encore des centres d'accueil pour réfugiés (*jiujisuo* 救濟所) dans plusieurs villes de Chine du Nord, dont, à nouveau, Xi'an.

Le vocabulaire mobilisé pour justifier de telles opérations est intéressant : on parle de « protéger la race » (*baozhong* 保種), voire de prévenir l'« extinction de la race » (*miezhong* 滅種). Il s'agit d'un thème très fort depuis la fin du XIX^e siècle et la vogue du « darwinisme social ». S'il n'est plus ici question de la menace que font peser sur la Chine, en tant que groupe ethnique et que civilisation, les empiètements des Puissances, l'on retrouve en revanche un sentiment exprimé par certains auteurs évoquant la situation chaotique du Nord-Ouest à la fin des années 1920, qui affirment que la nation chinoise et sa civilisation sont en train de sombrer sous l'action conjuguée des seigneurs de la guerre, des bandits locaux (*tufei*) et des désastres naturels. Le projet d'éducation du centre d'accueil de Shanghai, annoncé à grand renfort de publicité, vise clairement à faire de ses jeunes pensionnaires les citoyens modèles d'une Chine ressuscitée, formés moralement, intellectuellement et professionnellement, qui contribueront au développement et à la modernisation de leurs provinces d'origine lorsqu'on les y aura renvoyés. S'il est clair que la contribution de la Croix-Rouge chinoise aux efforts en faveur des populations sinistrées de Chine du Nord n'a joué quantitativement qu'un rôle d'appoint, ses historiens n'en insistent pas moins sur l'exemple qu'elle a su donner, sur le fait que ses méthodes ont été considérées comme un modèle et sur l'impact qu'auraient eu ses campagnes de contributions dans toutes les couches de la population.

Quoi qu'il en soit, on peut constater que le discours « développemental » qui sous-tendait les actions éducatives en faveur des réfugiés et encourageait une forme de charité investissant pour l'avenir a également une grande importance dans les déclarations des philanthropes du Shaanxi qui prennent la tête des opérations de secours au lendemain de l'installation du pouvoir nationaliste à Xi'an, à l'automne 1930. Les activités philanthropiques au Shaanxi, avant et après cet événement, s'inscrivent dans l'intervention multiforme, difficile, déses-

pérée même, entreprise par diverses entités en Chine du Nord à partir de 1929, dont les effets étaient limités par toutes sortes de problèmes dont le premier était simplement l'énormité du désastre et l'accumulation des conditions contraires à une action efficace et rapide. Dans quelle mesure peut-on les saisir concrètement et dans leur détail ?

Les quelques publications locales auxquelles nous avons eu accès livrent de précieux renseignements, concentrés dans leur majeure partie autour de la période cruciale qui s'étend de l'automne 1930 à l'hiver 1931. Il s'agit d'un tournant important : pour la première fois depuis longtemps s'installe à Xi'an, et de façon stable, un gouvernement provincial dont les soucis prioritaires ne sont pas de nature militaire ou prédatrice (ou les deux à la fois), mais bien de ramener l'ordre et développer l'économie. En outre, la pluie est revenue et plusieurs organismes charitables ont réussi à distribuer des semences pour les céréales d'hiver, si bien que la sortie de famine semble enfin en vue. La priorité absolue est donc d'aider la population à franchir le cap de l'hiver et du printemps, et pour cette raison l'action des organisations non-gouvernementales en état de fonctionner prend une importance capitale. Or, elles ne sont plus laissées entièrement à elles-mêmes. Le nouveau gouverneur, le général Yang Hucheng 楊虎城 (1883-1949), adopte dès le lendemain de son installation à Xi'an en octobre 1930 un programme d'urgence en huit points dont le premier est l'organisation des secours. Une « Commission des secours de la province du Shaanxi » (Shaanxi sheng zhenwu hui 陝西省賑務會) fonctionnant en contact étroit avec le gouvernement provincial est aussitôt mise sur pied, dont le président est un philanthrope bouddhiste éminent, Kang Jiyao 康寄遙, et dont les responsables sont en majorité des chefs de la philanthropie locale. Ces derniers ne manquent d'ailleurs pas d'insister sur le fait que l'utilisation des fonds destinés aux secours doit être « absolument claire » et « indépendante », et que les secours seront gérés par eux-mêmes et selon leurs propres procédures.

C'est ce qu'on peut suivre assez en détail dans la revue hebdomadaire publiée par la Commission des secours du Shaanxi à partir de la fin novembre 1930, le *Shaanxi zhoubao* 陝災週報 (l'hebdomadaire de la famine au Shaanxi), dont le contenu est remarquablement riche et précis si l'on considère les conditions acrobatiques dans lesquelles elle était publiée. La parution a d'ailleurs dû être interrompue après le neuvième numéro, fin janvier 1931, car les rédacteurs, qui étaient aussi les responsables de la Commission, n'y arrivaient plus. Il y avait en effet beaucoup à faire : non seulement « administrer les secours » (*banzhen* 辦賑), la mission statutaire de la Commission, mais encore reconnecter la région aux sources extérieures d'aide, autrement dit aux organisations philanthropiques nationales et internationales qui avaient presque toutes renoncé à intervenir sur un terrain devenu aussi impraticable que périlleux depuis que la guerre avait éclaté en grand, au printemps 1930, entre le régime de Nankin et les seigneurs de la guerre du Nord, Feng Yuxiang et Yan Xishan : les efforts de J.E. Baker pour le compte de la CIFRC, précédemment mentionnés, sont la principale exception.

Le problème est donc de les faire revenir au Shaanxi, ou au moins qu'elles y envoient des moyens à présent que la guerre est finie et que le gouverneur Yang Hucheng s'emploie, non sans mal d'ailleurs, à rétablir l'ordre. La revue de la Commission des secours du Shaanxi, qui est tirée à pas moins de 3 000 exemplaires, a pour objet prioritaire d'assurer une intense propagande afin de mieux faire connaître au monde la situation désespérée des habitants de la province, d'en expliquer les causes, d'exposer les mesures mises en place sous l'égide du nouveau gouvernement provincial et de convaincre tous ceux qui comptent dans les milieux de la philanthropie que désormais le produit de leurs efforts ne sera pas détourné au profit des militaires et d'une administration corrompue pratiquant une fiscalité délirante, ou n'aboutira pas entre les mains des bandits locaux.

Le contenu des neuf numéros du *Shaanxai zhoubao* se partage pour l'essentiel entre deux grands domaines : les secours, pour restaurer l'ordre social et créer les conditions du développement, et le développement, pour s'assurer qu'à l'avenir il n'y aura plus lieu de solliciter des secours. Sur ce second point la revue revendique une fonction pédagogique au bénéfice des victimes de la famine : le manifeste publié dans le premier numéro affirme que les masses affamées doivent prendre conscience de ce qu'il est désormais nécessaire, pour se prémunir contre les désastres, de collaborer pleinement avec les philanthropes et les ingénieurs chinois et étrangers qui vont venir les tirer de leurs difficultés et les assister pour développer l'économie (on parle de « révolution dans les conditions de vie du peuple », *minsheng geming* 民生革命). Mais solliciter des secours reste l'objectif le plus urgent, comme l'attestent les multiples appels à l'aide, émanant en grande partie des localités, reproduits numéro après numéro dans la rubrique « lettres et télégrammes » (*handian* 函電) et ailleurs. Le télégraphe, et désormais la radio, semblent avoir fonctionné plus intensivement que jamais.

Mais ils fonctionnaient déjà avant, comme on le voit très bien dans une compilation datée d'avril 1930 et intitulée *Shaanxi zhenwu huikan* 陝西賑務彙刊, publiée par une « Association des secours au Shaanxi » (*Shaanxi zhenwu hui*) qui doit être le prédécesseur de la commission présidée par Kang Jiyao (deux autres livraisons semblent avoir été publiées, la seconde en 1933). Le contenu couvre également l'année 1929, et il est manifeste que si les populations du Shaanxi ont été largement livrées à elles-mêmes pendant cette période, ce n'est pas faute qu'on ait lancé des appels à tous les pouvoirs qui pouvaient compter, aussi bien les organes centraux du gouvernement et du parti nationaliste à Nankin que les grandes organisations philanthropiques de Pékin, Shanghai et ailleurs, et souvent adressés personnellement à leurs responsables, lesquels étaient implorés d'envoyer des « fonds importants » (*jukuan* 鉅款) pour secourir les victimes de la famine au Shaanxi. De même trouve-t-on dans ce volume plusieurs séries de télégrammes envoyés à divers journaux et organismes de Shanghai, Nankin, Pékin et Tianjin, rendant compte quasiment au jour le jour des observations faites sur place par une « Commission d'enquête sur le désastre dans le Nord-Ouest » (*Xibeizaiqing shichatuan* 西北災情視察團) qui avait été dépêchée par

la Commission centrale des secours. La table des matières fait la liste de pas moins de 250 « télégrammes et lettres urgentes en style télégraphique », plus un nombre presque égal de communications au gouvernement, de directives, d'instructions, de proclamations, etc., sans compter une quantité de rapports rédigés par diverses commissions d'enquête ou envoyés par les responsables des districts. Bref, en 1929 ou au début de 1930 la situation au Shaanxi n'était pas aussi inconnue du pays que ne l'affirment les éditoriaux du *Shaanzai zhoubao*.

Les textes reproduits dans ces diverses publications permettent de saisir la situation sur le terrain de façon beaucoup plus immédiate que les compilations récentes sur les calamités naturelles et les famines dans la Chine moderne, qui se contentent de livrer de courts extraits le plus souvent basés sur la presse et notamment le *Shenbao*, qui par nature avait vocation à écrémer et sélectionner son information. Dans le cas présent, au contraire, l'accumulation de documents cités *in extenso* est extrêmement parlante, y compris par sa répétitivité. Ceux qui s'expriment dans ces innombrables appels, ce sont d'abord les fonctionnaires des districts sinistrés, chacun parlant de son propre problème, car d'une certaine manière la machine bureaucratique continuait de fonctionner ; à tout le moins elle produisait des chiffres et des rapports, souvent d'une grande précision, qui étaient ensuite compilés par les instances provinciales en charge des secours. Mais à partir de la fin 1930 les publications de la nouvelle Commission des secours reproduisent aussi les appels du gouverneur Yang Hucheng lui-même, fort élégamment rédigés même si l'on sait qu'il n'avait qu'une éducation des plus rudimentaires, et surtout ceux des membres de la Commission des secours du Shaanxi et de certaines personnalités gravitant autour d'elle. Étant en majorité des professionnels de la philanthropie, ces derniers avaient naturellement vocation à s'adresser à leurs homologues basés dans les grandes villes du pays.

Ces documents permettent aussi de se faire une idée plus précise des organismes philanthropiques actifs à Xi'an à ce moment. Le n° 1 du *Shaanzai zhoubao* contient un appel « suppliant » les philanthropes et les organisations charitables de Chine et d'ailleurs de continuer d'apporter leur aide au Shaanxi, lancé par une « Agence de communication sur les circonstances du désastre » (*Zaiqing tongxunshu* 災情通訊社) dont les communiqués sont assez régulièrement reproduits (elle avait été créée à l'automne 1929 à l'instigation de la Commission d'enquête sur le désastre dans le Nord-Ouest mentionnée plus haut et réunissait des journalistes locaux). Ce texte mentionne au passage les quatre organisations qui ont réussi à importer des semences et à les distribuer aux paysans au moment du retour de la pluie en octobre 1930 : la Ligue charitable de Chine du Nord (Huabei cishan lianhehui 華北慈善聯合會, aussi appelée Associated Buddhist Charities), la Swastika rouge du Shaanxi (Shaanxi hongwanzi hui 陝西紅卍字會), la branche locale de la Jishenghui (Chang'an Jisheng fenhui 長安濟生分會), et la branche provinciale de la CIFRC (Shaanxi Huayang yizhenhui 陝西華洋義賑會). Il s'agit donc d'organismes philanthropiques nationaux ayant une représentation locale permanente à Xi'an, et dont les trois premiers sont bouddhistes. (La Swastika

rouge, qui existe encore aujourd'hui, avait été fondée en 1922 à Shanghai par un seigneur de la guerre nommé Wang Zhixiang 王芝祥 et par diverses personnalités ; en 1930 son siège était à Pékin.) Or, ces organismes sont tous représentés à la Commission des secours créée à Xi'an par le nouveau gouvernement provincial, et ils le sont par des personnages parfois tout à fait éminents et dont on s'aperçoit vite qu'ils forment une sorte de réseau, bien connecté avec l'extérieur. Sans entrer ici dans le détail, les parcours de trois d'entre eux au moins méritent d'être examinés, car ils étaient à l'évidence les chefs de file de la philanthropie au Shaanxi à ce moment.

Kang Jiyao (1880-1968), déjà nommé, fait aujourd'hui l'objet de plusieurs notices biographiques qui insistent sur son militantisme religieux et surtout sur ses efforts pour restaurer le bouddhisme au Shaanxi : Xi'an (alors Chang'an) avait été la capitale du bouddhisme en Asie orientale à l'époque des Sui et des Tang, entre le VI^e et le IX^e siècle, la période la plus glorieuse dans l'histoire de la province. Le parcours de Kang Jiyao ressemble à celui de plusieurs autres chefs de la philanthropie à la même époque en ce sens qu'il a commencé comme militant révolutionnaire, à la fin des Qing, pour devenir ensuite un bouddhiste laïc (*jushi*) voué à la propagation de la religion et engagé dans l'action philanthropique. Natif d'une sous-préfecture du Guanzhong, il fréquente les écoles modernes de la fin des Qing et va étudier à la nouvelle Université de Pékin — exactement comme l'ingénieur Li Yizhi, dont nous avons beaucoup parlé les années précédentes —, revient au Shaanxi où il participe activement à la Révolution de 1911, et plus tard continue de militer dans les rangs des révolutionnaires à Shanghai. Découragé par une situation politique qu'il juge sans espoir, il se convertit au bouddhisme en 1921 et après une période de formation prononce les vœux qui font de lui un *jushi*. Nous ignorons quand il est retourné au Shaanxi, mais en 1927 il y fonde la Société pour la transformation bouddhique (Fohuashe 佛化社), qui restera jusqu'à sa dissolution en 1957 l'organisation bouddhique la plus influente du Nord-Ouest. Dans ce cadre Kang Jiyao et ses compagnons mettent en place diverses associations spécialisées, invitent des maîtres fameux pour enseigner la loi, tentent de faire du prosélytisme dans les campagnes, font paraître de nombreuses publications, restaurent certains édifices religieux célèbres à Xi'an, fondent un séminaire, etc.

Les activités philanthropiques (ou charitables) de Kang Jiyao sont inséparables de ses activités religieuses. Certaines émanent directement de la Société pour la transformation bouddhique, tel l'orphelinat fondé dans un temple de Xi'an pendant la famine de 1930, dont les pensionnaires sont formés à la fois aux métiers du textile et à la pratique bouddhique, les soupes populaires que la Société tente de faire fonctionner dans plusieurs districts au même moment, ou les travaux publics charitables qui permettent de reconstruire certains grands monastères de Xi'an à l'abandon depuis longtemps (ceci avec l'appui financier de la Fédération charitable de Chine du Nord et de son président Zhu Qinglan, dont nous allons reparler). Mais Kang appartient également au comité provincial de la CIFRC,

dont il devient le président en 1928 et le reste jusqu'en 1933 au moins, ce qui lui donne accès à d'autres réseaux et illustre en même temps la façon dont des organisations d'obédiences diverses coopéraient étroitement sur le terrain, ne serait-ce que parce que les mêmes personnages se retrouvaient dans leurs comités. À cet égard le comité provincial de la CIFRC était un lieu de rencontre idéal : nous savons par exemple qu'au moment du siège de Xi'an en 1926, déjà, Kang Jiyao en faisait partie en compagnie de plusieurs missionnaires baptistes et catholiques, le président en titre (mais empêché d'être présent à cause du siège) étant Li Yizhi.

On y trouvait également un autre militant bouddhiste, Lu Hefu 路禾父 (1876-1956), dont le parcours avait été quelque peu différent. Natif du Guanzhong comme Kang Jiyao, Lu avait étudié dans une école militaire du Jiangsu avant de participer à la Révolution de 1911 à Nankin et de s'engager dans une carrière d'officier qu'il poursuit, à partir de 1916, dans sa province natale. Là il sert successivement trois gouverneurs successifs, Chen Shufan, Feng Yuxiang et Liu Zhenhua, personnages à tout le moins controversés dont nous avons longuement parlé dans nos cours précédents. C'est la décadence du gouvernement sous Liu Zhenhua qui l'aurait convaincu d'abandonner la carrière militaire et de se consacrer aux bonnes œuvres. On date sa conversion au bouddhisme de 1926, sous l'influence de Kang Jiyao. Lu Hefu aurait alors fondé à Xi'an une association charitable qui serait devenue peu après la branche locale de la Jishenghui, l'association fondée par Wang Yiting. Il est membre de la Commission centrale des secours créée par Nankin en 1929, ainsi que de diverses associations bouddhiques, dont la Fédération charitable de Chine du Nord dirigée par Zhu Qinglan. On lui attribue de nombreuses activités charitables pendant la grande famine de 1928-1930 : organisation à Xi'an et aux alentours de « Centres éducatifs ruraux pour le travail et l'étude » (*Nongmin gongdu chuanxisuo* 農民工讀傳習所), sur lesquels on aimerait avoir plus de détails, création d'un orphelinat, expéditions périlleuses en Chine du Nord et en Mandchourie pour acheter des grains, etc. Il prononce ses vœux de laïc en 1929 et se consacre à plein temps à des activités de prosélytisme au sein des mêmes organisations que Kang Jiyao. Fin 1930 Lu Hefu est nommé membre du Comité des secours du Shaanxi en sa qualité de responsable de la Swastika rouge. La CIFRC est représentée, on l'a vu, par Kang Jiyao, et la Fédération charitable de Chine du Nord par notre troisième personnage, le général Zhu Qinglan 朱慶瀾 (ou Zhu Ziqiao 子橋) (1874-1941), son président, lui aussi un *jushi* bouddhiste, qui est désigné comme membre d'honneur.

Zhu Qinglan avait incontestablement une plus haute stature que les deux autres au plan national. Natif du Zhejiang, son point d'ancrage semble alors avoir été à Pékin, mais il a été très actif au Shaanxi pendant toutes ces années, mettant à contribution ses relations haut placées et les moyens apparemment considérables de son organisation. Avant de devenir un laïc bouddhiste en 1925, de se consacrer aux bonnes œuvres avec un enthousiasme infatigable et d'être partout célébré comme un saint homme, Zhu avait eu une longue et sinueuse carrière de haut

fctionnaire, de chef de la police et de général, en Mandchourie en particulier, où son goût pour les exécutions sommaires l'avait fait surnommer « le boucher ». Il arrive d'ailleurs que les nombreuses notices biographiques que l'on trouve sur lui diffèrent sensiblement dans la façon dont elles rendent compte de son parcours, les unes s'intéressant plutôt à sa carrière politique, d'autres se concentrant au contraire sur son œuvre de philanthrope — on en trouve plusieurs sur les sites Internet bouddhiques —, certaines réussissant même à passer sous silence son engagement bouddhiste.

En 1929 Zhu Qinglan est nommé membre permanent de la nouvelle Commission centrale des secours instituée par le gouvernement nationaliste, ce qui est une position officielle importante. (À ce titre il assurera la direction générale des opérations de secours au moment des grandes inondations de 1931 dans la vallée du Yangzi.) À l'automne de la même année il se rend au Shaanxi avec plusieurs collègues de la Fédération charitable de Chine du Nord, et avec le soutien de Feng Yuxiang (le seigneur de la guerre qui domine alors la région) monte une opération d'achat de grains en Chine du Nord et en Mandchourie, lançant au passage une campagne de contributions avec l'aide du grand journal de Tianjin, le *Dagongbao* 大公報, dans un style tout à fait semblable aux campagnes du *Shenbao* à Shanghai. Malgré le chaos qui règne dans les transports ferroviaires il réussit à ramener deux trains chargés de grains et à organiser des distributions dans la région de Xi'an, où il aurait passé un total de six mois et où d'après le témoignage d'un de ses adjoints la situation était réellement épouvantable. Les chiffres donnés par certaines sources — 160 000 tonnes de grains, un million de personnes secourues — semblent un peu surprenants, mais il est clair qu'au moment du changement de régime à Xi'an en octobre 1930 les efforts de Zhu Qinglan pendant l'année écoulée, qui selon toute apparence dépassaient de beaucoup ce qu'avaient réussi à entreprendre les philanthropes locaux, lui valaient un très grand prestige dans la région.

Au total, il est clair — et les personnages mentionnés ci-dessus n'en sont que les exemples les plus éminents — que la connexion bouddhiste a été centrale dans tous ces efforts et que les mêmes militants poursuivaient à la fois l'œuvre de restauration du bouddhisme au Shaanxi, à laquelle Zhu Qinglan a participé avec enthousiasme bien qu'il ne fût pas de la région, et l'entreprise de sauvetage de l'économie et de la société activement patronnée par le pouvoir civil après la reconquête de la province par le régime nationaliste. Même si à partir de là elle invoque dûment l'orthodoxie révolutionnaire sunyatsénienne dans ses déclarations et proclame son adhésion au gouvernement nationaliste, toute l'action des responsables de la commission désignée par le nouveau gouvernement provincial est informée en profondeur par le discours bouddhique — sans d'ailleurs que l'on perçoive de tension particulière entre les deux approches.

C'est tout à fait frappant lorsqu'on parcourt les éditoriaux et les essais des numéros successifs du *Shaanxai zhoubao*. Certains articles sont du plus pur bouddhisme : sans nier la nécessité d'une action énergique contre la famine, leurs

auteurs attribuent les malheurs des habitants du Shaanxi à leurs péchés et à leur soumission aux passions qui empêchent d'atteindre l'illumination, et affirment que le but ultime de l'action charitable, c'est la « transformation bouddhique » (*fohua*). D'autres au contraire — dont les auteurs peuvent être par ailleurs des bouddhistes militants, tel Kang Jiyao — se placent dans une perspective beaucoup plus réaliste et emploient des arguments politiques et techniques destinés au gouvernement de Nankin, à moins qu'ils n'invoquent des valeurs confucéennes plus faciles à faire passer auprès des autorités nationalistes que les proclamations de foi religieuse. L'un des textes les plus caractéristiques de cette veine réaliste est un télégramme de l'« Agence de communication » dont il a déjà été question, qui énumère les raisons suivantes pour lesquelles les associations philanthropiques n'ont plus de raison de refuser d'intervenir au Shaanxi : 1) ce sera un dernier effort, puisque la sortie de famine est en vue depuis que la pluie est revenue ; 2) la paix est revenue et le banditisme a été éradiqué (en réalité on n'en était pas encore tout à fait là) ; 3) les secours sont désormais une priorité du gouvernement provincial, qui donne la garantie qu'ils seront effectivement reçus par leurs destinataires ; 4) le coût des secours par personne est bien moindre parce que le prix des grains est retombé de moitié ; 5) enfin — et ceci est nouveau — le gouvernement provincial participe désormais à l'effort, et toutes les organisations qui viendront s'y joindre seront aidées « à plus de 100 % » : autrement dit, le gouvernement doublera au moins la mise des donateurs, en plus des diverses facilités qu'il leur accordera, et le texte invoque pour preuve de cet engagement l'aide de 400 000 dollars (à peu près 40 % du budget) promise par Yang Hucheng au grand projet d'irrigation de la CIFRC.

En tout état de cause, on ne peut qu'être frappé par la diversité des points de vue et des sensibilités qui s'expriment dans les numéros du *Shaanxi zhoubao*, avec en arrière-plan cette volonté partagée par tous les auteurs de sortir leur province natale de l'abîme où elle semble avoir été précipitée et de lui restituer sa grandeur et sa prospérité passées. Il est clair que cette diversité reflète non seulement l'activisme tous azimuts et le sentiment de libération qui semblent s'être emparés de Xi'an après l'installation du nouveau régime, mais encore le souci plus stratégique de s'adresser à toutes les sensibilités afin de maximiser l'impact de la revue et des appels qu'elle contient.

Ce sentiment de libération, l'impression qu'on est enfin sorti du tunnel, semble avoir été très réel pendant ces derniers mois de 1930, en tout cas à Xi'an : parmi de nombreux exemples, un texte programmatique publié dans le n° 2 de la revue, au début décembre, proclame avec beaucoup d'emphase qu'à présent qu'on est enfin débarrassé des seigneurs de la guerre et de la clique de Feng Yuxiang, que le gouvernement de Nankin a repris la province en main et que le gouverneur Yang a donné la priorité absolue aux mesures de secours et aux politiques de développement, pour les populations du Shaanxi c'est comme si l'on sortait d'une longue nuit, une sorte de renaissance et de réveil. Mais, encore une fois, l'urgence est extrême à l'entrée de l'hiver 1930-1931, et en attendant que les



promesses du gouvernement de Nankin, sur lesquelles nous reviendrons, se concrétisent, tous les espoirs reposent sur une intervention rapide de la philanthropie nationale et internationale. Cette double articulation entre le retour à l'ordre nationaliste et les appels à la philanthropie extérieure est parfaitement résumée par l'illustration ci-dessus, qui paraît en ouverture du premier numéro du *Shaan-zai zhoubao* et dont le graphisme est caractéristique des *cartoons* de l'époque en Chine : à droite, un soldat de l'armée nationaliste délivre les victimes de la situation de détresse totale où elles se trouvent ; à gauche, l'administrateur des secours succombe sous le poids de la demande et ne peut y faire face avec les moyens dérisoires dont il dispose et sans aide charitable.

Tout le monde s'y met. En même temps qu'il envoie des télégrammes à toutes les instances du gouvernement central, semble-t-il après s'être rendu en personne à Nankin pour plaider la cause du Shaanxi, et qu'il essaie de mobiliser les membres de l'Assemblée législative (Lifayuan 立法院) originaires de la province, le gouverneur Yang Hucheng s'adresse solennellement à trente-neuf « personnalités en vue dans tout le pays » (*gedi mingliu* 各地名流) en leur demandant de lancer partout des appels au secours en faveur de sa province, autrement dit de mobiliser leurs réseaux et leurs organisations. On relève parmi les destinataires les noms d'activistes comme Zhu Qinglan, Yu Youren 于右任 (l'ancien révolutionnaire originaire du Shaanxi, devenu un hiérarque du régime de Nankin et qui était revenu passer plusieurs mois au pays natal pendant la famine), Wang Yiting, ou encore Zhang Yuanshan 章元善 (Y.S. Djang), le secrétaire général de la

CIFRC. De son côté la Commission des secours envoie de tous côtés textes et appels, tous reproduits dans sa revue, et tente d'activer les réseaux de ses membres. Là encore, la connexion bouddhiste apparaît dominante.

Il y a incontestablement des résultats. Par exemple la branche locale de la Swastika rouge, très sollicitée, qui multiplie les interventions et a obtenu de Yang Hucheng une reconnaissance officielle et la garantie que ses responsables et de ses militants bénéficieront de la protection des autorités civiles et militaires, réussit à mobiliser sa maison mère, basée à Pékin : outre des livraisons de fonds et de vêtements matelassés, la Swastika rouge envoie sur place son président entouré d'une importante délégation, qui manifeste son intention de mettre en place sans tarder un programme d'aide au Shaanxi (le président souligne que pendant les mois précédents son organisation avait dû renoncer à intervenir à cause de la rupture des communications causée par la guerre civile). La section de la Croix-Rouge chinoise basée à Xi'an cherche également à remobiliser son siège national, en rappelant au passage, et avec des chiffres précis, ses nombreuses actions sur place jusqu'au changement de régime, mais elle semble avoir rencontré moins de succès que sa consœur bouddhiste.

Mais tout cela n'est rien au regard des espoirs soulevés par les promesses du gouvernement central, lequel ne peut plus esquiver ses responsabilités depuis que la province est retournée dans son giron. Le 18 novembre 1930 le gouvernement a pris la décision, aussitôt télégraphiée à Xi'an, de lever un emprunt de huit millions de *yuan* destiné à aider le Shaanxi. Dès lors la réalisation rapide de cette promesse — qui ne semble pas en fin de compte avoir été tenue, en tout cas pas à cette hauteur — va devenir une véritable obsession chez les responsables de la province. On ne compte pas les télégrammes reproduits dans les numéros du *Shaanxai zhoubao*, émanant de toutes sortes d'instances et de personnes, où cette promesse est rappelée et où l'on implore les autorités de Nankin de faire vite, d'autant qu'on la brandit également pour calmer les masses lorsque celles-ci deviennent trop impatientes. Le gouverneur Yang Hucheng est le premier à se manifester, comme il se doit, et revient plusieurs fois à la charge. Pour sa part la Commission provinciale des secours tente de mobiliser toutes les personnes influentes originaires du Shaanxi, que ce soit à Pékin, à Shanghai ou à Nankin, pour accélérer les choses, et elle fait de Zhu Qinglan son représentant spécial à Nankin, avec mission expresse d'intervenir sur cette affaire. Parmi de multiples appels l'un au moins mérite d'être mentionné : un télégramme expédié au gouvernement central par une « Association des secours pour le Shaanxi » constituée par les natifs de la province résidant à Pékin, lui demandant d'émettre un emprunt de dix millions, et non pas huit. L'intérêt du texte est qu'il ne parle pas seulement de secours pour passer l'hiver, mais énumère aussi une série de projets de développement qui pourraient ainsi être financés, tels que la réalisation du grand projet d'irrigation du Weibei, l'amélioration des routes, la fabrication sur place de vêtements ouatés pour l'hiver et le développement de l'industrie textile (le Guanzhong est normalement un gros producteur de coton), la reforestation, l'aide

aux institutions charitables d'éducation, etc. : en bref, la plupart des éléments qui formeront en effet la base du programme de développement progressivement mis en route au début des années 1930. (Les signataires du télégramme affirment que ces projets pourraient être financés pour 4 millions et que les 6 millions restants serviraient à l'achat de grains pour les secours.)

La CIFRC n'est pas absente du tableau. Son siège à Pékin avait reçu de nombreux télégrammes d'appel à l'aide directement envoyés par les magistrats de districts en perdition, puisque aussi bien sa section locale, présidée par Kang Jiyao, ne disposait pratiquement d'aucun moyen. On a vu qu'elle avait dépêché sur place son responsable des secours, J.E. Baker, pendant l'été 1930. Baker avait pu prendre quelques initiatives en dépit de la difficulté à trouver des volontaires disposés à venir sur un terrain où régnaient l'anarchie et le brigandage (et où l'on parlait d'une épidémie de choléra). Mais sa principale initiative est le lancement du projet de réhabilitation de l'ancien canal Longdong et de modernisation de l'irrigation sur la rive gauche de la Wei, dont on parlait depuis près de vingt ans et auquel la CIFRC s'était déjà intéressée quelques années plus tôt. Le projet fait l'objet d'un accord avec le gouverneur de la province, qui n'est pas encore Yang Hucheng mais un appointé de Feng Yuxiang. Or, l'accord n'est aucunement remis en question par la défaite de ce dernier aux mains des forces commandées par Yang Hucheng, quelques semaines plus tard. Lorsque l'ingénieur en chef de la CIFRC, O.J. Todd, arrive au Shaanxi au mois de novembre, quasiment sur les talons de Yang Hucheng, pour finaliser l'affaire, l'accord est confirmé par le nouveau gouverneur au cours d'un banquet auquel assistent tous les chefs de la philanthropie locale, à commencer par l'omniprésent Zhu Qinglan, dont la Ligue charitable de Chine du Nord donnera un sérieux coup de pouce au démarrage du chantier en offrant l'équivalent de 100 000 dollars sous forme de sacs de ciment.

De façon caractéristique, dans ses récits sur cet événement Todd passe complètement sous silence la présence de l'élite des philanthropes du Shaanxi : à croire qu'il n'y avait eu, d'un côté, que Yang Hucheng et quelques bureaucrates, et de l'autre Todd et ses assistants. En fait le Comité des secours du Shaanxi est intéressé au plus haut point par le programme d'irrigation du Weibei, comme l'attestent de nombreux articles et informations dans les neuf numéros du *Shaanzai zhoubao*. L'aménagement et la mise en service du nouveau canal Jinghui vont être pendant plusieurs années au cœur du processus de modernisation qui s'instaure alors dans la province, et qu'ils ont en bonne partie contribué à initier. Nous étudierons l'an prochain ce « cycle vertueux », qui n'est pas allé sans difficultés et sans à-coups. En dépit de la présence désormais dominante des technocrates et des ingénieurs, le bon vieux Shaanxi des famines, du brigandage et du militarisme n'a pas disparu du jour au lendemain.

*

Nous avons donné deux cours à l'Université Laval de Québec en décembre 2006 sur les sujets suivants : « Le magistrat, les militaires et les jésuites : le sud du Zhili au lendemain de la catastrophe des boxeurs (1900) », et « Les difficultés de l'empire dans la perception des empereurs Daoguang (1821-1850) et Xianfeng (1851-1861) ».

*

Le séminaire de cette année a pris la forme d'un colloque organisé conjointement avec la chaire d'Études juridiques comparatives et internationalisation du droit sur le thème : « Peine de mort et suicide en Chine : passé, présent, comparaisons », les 20 et 21 juin 2007. Les contributions suivantes ont été présentées :

Anne Cheng (INALCO), Jean-Noël Robert (EPHE) et Catherine Despeux (INALCO), symposium : « Approches de la vie et de la mort dans la tradition intellectuelle et religieuse chinoise ».

Pierre-Étienne Will (Collège de France), « La question de la vie et de la mort dans la Chine prémoderne vue à travers la problématique du suicide ».

Jérôme Bourgon (CNRS, Lyon) : « La peine de mort dans les codes impériaux ».

Zhang Ning (Université de Genève), « Le corps et la peine capitale dans la tradition juridique chinoise ».

Françoise Lauwaert (Université Libre de Bruxelles), « Intention, causalité et responsabilité : jurisprudence de l'accident et peine de mort au 18^e siècle ».

Luca Gabbiani (EFEO), « Folie, parricide et peine de mort dans le Code et la jurisprudence des Qing ».

Jérôme Bourgon (CNRS, Lyon), « L'avant-dernier démembrement : le crime et le châtement de Wang Weiqin (1904) ».

Li Qinglan (avocate au barreau de Paris), « La peine de mort dans la Chine contemporaine : étude de cas ».

Lu Jianping (Université normale de Pékin), « Regards croisés sur la réforme de la peine de mort en Chine ».

Éric Seizelet (CNRS, Lyon), « L'abolition de la peine capitale et la notion de peine de substitution : le cas japonais ».

Geneviève Giudicelli-Delage (Université de Paris 1), « Approches de la vie et de la mort en Europe ».

Stefano Manacorda (Université de Naples), « La peine de mort en Europe ».

Naomi Norberg (chercheur, Collège de France), « La peine de mort aux États-Unis ».

Mireille Delmas-Marty (Collège de France), « Vers une communauté de valeurs ? ».

Robert Badinter (Ancien ministre de la justice, Sénateur), « Conclusions ».

PUBLICATIONS

Mireille Delmas-Marty et Pierre-Étienne Will (sous la direction de), *La Chine et la démocratie. Tradition, droit, institutions*, Paris, Fayard, 2007. 894 p.

« L'Histoire n'a pas de fin », *ibid.*, pp. 7-40.

« Le despotisme et la "Chine démocratique" chez les auteurs européens au XIX^e siècle », *ibid.*, pp. 43-81.

« Le contrôle de l'excès de pouvoir sous la dynastie des Ming », *ibid.*, pp. 111-156.

« La contribution chinoise à la Déclaration universelle des droits de l'homme », *ibid.*, pp. 297-366.

« Developing Forensic Knowledge through Cases in the Qing Dynasty », in Charlotte Furth, Judith T. Zeitlin et Ping-chen Hsiung (éd.), *Thinking with Cases : Specialist Knowledge in Chinese Cultural History* (Honolulu, University of Hawai'i Press, 2007), pp. 62-100.

« Lüelun Zhonghua diguo wanqi de huangzheng zhinan » 略論中華帝國晚期的荒政指南 (À propos des manuels d'administration de la famine à la fin de la période impériale), in Li Wenhai 李文海 et Xia Mingfang 夏明方 (éd.), *Tian you xiongnian : Qingdai zaihuang yu Zhongguo shehui* 天有凶年：清代災荒與中國社會 (Pékin, Sanlian shudian, 2007), pp. 97-111.